

<http://gec.venissieux.org/Crise-energetique-et-inflation-Fonds-de-soutien-aux-associations-Deuxieme-serie>



Crise énergétique et inflation. Fonds de soutien aux associations. Deuxième série d'attributions.



- Interventions -
Publication date: lundi 23 octobre 2023

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Madame le maire, chers collègues

Avec ce fonds de soutien dont nous délibérons la deuxième vague (il en restera une pour la fin d'année), la ville assure son rôle d'amortisseur social en accompagnant les associations qui ont fait face à des dépenses exceptionnelles liées à l'inflation.

Mais nous voulons insister à cette occasion sur le fait que nous ne pouvons inverser localement la tendance dans un pays où la pauvreté touche, depuis 1980, environ 8 % de la population et ne recule pas malgré tous les plans renouvelés. La France compte toujours 300 000 SDF, dont 2 000 enfants ; 150 000 personnes en logement précaire ; 6 millions de personnes privées totalement, ou partiellement, d'emploi ; deux millions de salariés sont pauvres, c'est-à-dire qui gagnent moins de 1 000 €. Il faut savoir aussi que 19 % des 18/29 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté.

L'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation précipite des familles de salariés, jusque-là épargnés, dans la pauvreté.

Les objectifs du projet gouvernemental de pacte de solidarité sont contredits par la réforme régressive des retraites et de l'assurance chômage, l'annonce d'un plan d'austérité de 15 milliards d'euros, le projet de loi plein-emploi qui veut obliger les travailleurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire.

Nous réclamons un plan d'urgence contre l'inflation avec des mesures fortes : blocage des prix de l'alimentation et électricité, sortie des logiques du marché européen de l'énergie, baisse de la TVA sur les carburants, indexation des salaires sur l'inflation et augmentation des salaires et pensions de retraites.

Nous organiserons prochainement, comme l'a d'ailleurs proposé Fabien Roussel, des initiatives en direction des préfetures et préfets pour mettre l'État face à ses responsabilités.